

Rencontre avec **George Soros**, le 5 novembre, à Paris

Pour le financier américain, le modèle européen n'a pas de prix

De passage à Paris pour promouvoir son dernier livre, la star des marchés s'alarme de la « tragédie de l'Union européenne », où les divisions s'accroissent alors que les menaces se multiplient.



Christophe Lebedinsky pour Challenges

En 1992, le financier américain George Soros avait stupéfié l'opinion mondiale en faisant sauter la Banque d'Angleterre. Vingt-deux ans plus tard, c'est l'éventuelle sortie de l'Europe du Royaume-Uni qui inquiète le fondateur du Soros Fund Management, de passage à Paris pour la promotion de son dernier livre, *La Tragédie de l'Union européenne. Désintégration ou renaissance ?*, qui paraît aux éditions Saint-Simon.

« David Cameron ne comprend pas ce qui est en jeu, argumente l'ex-golden boy, qui arbore désormais des allures de vieux sage. Les conséquences seraient très négatives pour l'Europe, mais ce serait aussi très mauvais pour les intérêts, l'industrie et le business britanniques. » L'ancien tombeur de la livre sterling, qui s'était fait interviewer dans sa piscine après avoir spéculé contre le franc quelques mois plus tard, juge le scénario d'une sortie

britannique « possible, malheureusement ». Mais il veut encore croire que le Premier ministre britannique n'osera pas aller jusqu'au bout de cette logique. « La City peut arrêter de soutenir son gouvernement », avertit-il.

Satisfait à Draghi

A 84 ans, George Soros n'est plus aux commandes quotidiennes du fonds qu'il a créé en 1969, et qui gère 29 milliards de dollars, avec un rendement annuel supérieur à 20%. S'il en reste le président, il a passé le relais à son fils cadet Jonathan et à Scott Bessent, « un ancien collaborateur de Stanley Druckenmiller », son associé de la grande époque. Un tandem redoutablement efficace, puisque, en 2013, Soros est resté en tête du classement des propriétaires de hedge funds établi par le magazine *Forbes*, avec un gain de 4 milliards de dollars. Sur les marchés, sa parole reste très écoutée. L'euro ? Il juge « positive » sa baisse actuelle,

Making of

Les photos de George Soros ont été prises dans le vaste salon de sa suite du Bristol, face à l'Elysée. Consigne nous est donnée de réaliser les photos assez vite, car il doit prendre un peu de repos. Venu de Kiev via Düsseldorf, il repartira dès le lendemain pour Bruxelles. Il a programmé trois semaines de déplacements en Europe avant de rentrer à New York.

dénonce « la politique d'austérité trop longtemps suivie par l'Europe, alors que le monde est menacé par la déflation », et décerne un *satisfecit* au président de la Banque centrale européenne : « Mario Draghi est un expert en finance qui voit loin, et qui a sauvé l'euro en disant qu'il était prêt à tout faire pour préserver l'intégrité de la zone. » Mais combien de temps encore sera-t-il soutenu ? « Il n'a pu faire cela qu'avec l'appui d'Angela Merkel, contre l'avis de la Bundesbank. Aujourd'hui, hélas, la chancelière réaffirme son allégeance à la Bundesbank, en raison de la montée des anti-euro en Allemagne. » La France, il est vrai, ne fait rien qui puisse l'aider, avec « son absence totale de réformes de structures ». L'Europe se divise à nouveau, voilà la « tragédie » sur laquelle George Soros veut attirer l'attention. Citoyen américain né sur le Vieux Continent – à Budapest, en 1930 –, Soros rêve d'une Europe capable de

répondre aux défis auxquels elle est confrontée. En particulier face à l'agressivité de Moscou. « L'attaque de Vladimir Poutine sur l'Europe est une menace pour le mode de vie européen, c'est-à-dire pour la liberté, souligne-t-il. Mais les Européens ne se rendent pas compte qu'ils sont en danger, car la liberté, comme l'oxygène, est un bien gratuit qui ne vous manque que lorsque vous en êtes privés. Ma génération en a été privée. »

Pour Soros, l'Europe n'attache pas assez de prix à son propre modèle, fondé sur le droit, face à celui que propose la Russie, « bien peu séduisant, car basé sur la force, le nationalisme et la religion ». Son analyse : « La crise de l'euro a tout modifié. Au lieu de relations entre pays membres d'essence égalitaire, ce sont des relations de débiteurs à créanciers qui se sont installées entre les Européens ». L'Europe, dit-il, « doit de nouveau s'unir si elle veut résoudre ses difficultés ».

Très présent en Ukraine

Soros, justement, revient d'un séjour de quatre jours à Kiev. Sa fondation, l'Open Society Foundation, qu'il a créée en 1979, y est implantée « depuis 1991, avant même l'indépendance de l'Ukraine », proclamée le 24 août de cette même année. Le Juif hongrois, qui avait fui les chars soviétiques à 17 ans, après s'être caché des nazis pendant la guerre, y finance ceux qui se réclament de la démocratie et de la liberté. « La société civile ukrainienne se bat pour l'Europe, mais l'Europe n'existe pas », regrette-t-il.

Le séjour qu'il vient de faire dans la capitale ukrainienne était le troisième depuis la révolution de Maidan, début 2014, dans laquelle sa fondation « a joué un rôle important », assure-t-il. « J'ai arrêté de m'occuper du fonds, mais je reste très actif dans ma fondation, précise le philanthrope. Son budget est de 800 millions d'euros par an, ce qui en fait la deuxième après celle de Bill Gates. » Son action de mécénat politico-social, qui touche 70 pays, est désormais ce qui l'intéresse le plus dans la vie. Même au-delà : « Quand je mourrai, annonce-t-il, mon capital accumulé ira à la fondation. » Anne-Marie Rocco

Les Bruits du village



Renée Durand/Sipa

Guillaume rétablit la vérité

On n'est jamais mieux servi que par soi-même. N'ayant pas digéré les articles publiés début novembre sur un prétendu projet de hausse des prix dans les TGV, Guillaume Pepy, le patron de SNCF, a décidé de faire le boulot lui-même. « Il n'y avait pas d'info ! La vérité est aussi affligeante qu'instructive : le journaliste d'un site Web à la source des informations a simplement observé son voisin de siège TGV, un consultant externe à SNCF qui travaillait sur les tarifs dans le cadre d'un benchmark », révèle-t-il sur le site Internet de la compagnie.

Pierre surveille de près les comptes de son bébé

Le président et fondateur du groupe Sodexo Pierre Bellon, 85 ans, était



Christophe Lebedinsky/Challenges

bien là, le 13 novembre, pour la présentation des résultats annuels de son groupe de restauration, mais au fond de la salle. Assis à une table installée pour lui

et éclairée par une lampe de bureau, le patriarche a écouté l'exposé de son successeur, le directeur général Michel Landel, en prenant des notes. La réunion terminée, il s'est éclipsé sans mot dire sous le regard amusé mais respectueux des analystes présents.

Alexia et Claudia démentent Léa

Désaccords le 16 novembre au forum Happy Happening sur la scène du Carreau du Temple. Cette « fabrique à héroïnes », comme l'appellent ses fondatrices Aude de Thuin et Marie-Laure Sauty de Chalon (Aufeminin.com),

rassemblait, outre un public enjoué de milliers de femmes de la génération Y, un tiers de « working bombs » : et si la productrice de télévision Alexia Laroche-Joubert et l'économiste Claudia Senik (L'Économie du bonheur), cinq enfants à elles deux, n'imaginaient pas la réussite sans la maternité, la journaliste Léa Salamé (On n'est pas couché) envoyait du haut de ses 35 ans un message à l'ancienne : enfanter ou réussir, il faut choisir !

Gérard appelle au partage

Dans *La France des grands patrons*, un documentaire de Laurent Jaoui (France 3, 12 décembre), le fondateur d'Auchan, Gérard Mulliez, crève l'écran. Il exhorte François Hollande « à mettre en place une obligation d'actionnariat du personnel dans toutes les entreprises », on verrait alors



Christophe Lebedinsky/Challenges

« la France décoller ». Beaucoup de gens pensent qu'« il n'est pas normal que les patrons gagnent de l'argent et que nous, on n'en ait pas. On résout ce problème par l'actionnariat des salariés. Alors, résolvons-le, et que les gens ne soient plus jaloux ». Il se base sur sa propre expérience : « Si j'ai mis en place l'actionnariat du personnel en 1977, c'est parce que le pape et les évêques du coin disaient : "Il faut partager". Ça n'a pas été facile, ma famille ne voulait pas. »

Hélène dénonce le deux poids, deux mesures

Dans une conférence sur la Russie au théâtre des Mathurins à Paris, Hélène Camère d'Encausse n'a pas mâché ses mots sur les Occidentaux : « Je ne défends pas Poutine, je voudrais juste montrer que la mémoire est courte. On oublie que le président Bush, notre grand allié, a été le patron de la CIA, l'équivalent du KGB. Pourquoi est-ce convenable d'être patron de la CIA et pourquoi n'est-il pas convenable d'être patron du KGB ? »